

BERNARD-HENRI LÉVY ET LES CRISES AFRICAINES « MACHIAVEL ITINÉRANT » ou « PROPHÈTE DES FLATTERIES » ?

À Christophe Wondji,
Professeur émérite d'histoire

Je ne veux pas négliger un point important et une erreur de laquelle les princes difficilement se défendent, s'ils ne sont pas de la plus grande sagesse ou s'ils n'ont l'art de faire de bons choix : ce sont les flatteurs, de qui les cours sont pleines...

Machiavel, *Le Prince*

Remarques introductives sur l'influence des « flatteurs »

*Comment il faut fuir les flatteurs*¹, prévient Machiavel. Plus d'un siècle après, alors qu'il est chargé de la formation du Grand Dauphin, Bossuet procède à la même mise en garde contre les *prophètes des flatteries*². Mais rien n'y fait. Les *flatteurs* s'imposent comme une nécessité, quand un État entre en affaiblissement par la faiblesse de celui qui le dirige. En ces circonstances, par leur influence, les *flatteurs* peuvent beaucoup dans les prises de décisions. Ainsi parviennent-ils souvent à imprimer aux événements historiques la marque de leurs desseins et de leurs propres intérêts. Car, c'est parmi les conseillers que sont les flatteurs et, souvent, ils ont meilleure connaissance des dossiers que le décideur lui-même et sont bien renseignés sur les personnes qui y sont impliquées. Ce double avantage les rend incontournables. Aussi Camões avertit-il : *Oh ! comme un roi qui bien gouverne doit veiller à ce que ses conseillers ou favoris soient dotés de conscience, de vertu intérieure et d'amour sincère. Car, placé sur le trône, il ne peut guère, d'affaire dont il est éloigné, avoir plus entière connaissance que celle que lui en donne la langue conseillère.*³

Mais rien n'y fait, la flatterie est un art toujours renouvelé, comme l'atteste un fait récent. En effet, il n'y pas si longtemps, sous nos yeux ahuris, en France, un *flatteur* élégant est parvenu, à lui tout seul, à faire modifier la carte politique du Grand Maghreb. Ce fut un prodigieux spectacle que celui d'avoir vu Bernard-Henri Lévy, semblable aux personnages que décrit Théophraste dans son inégalé ouvrage *Les Caractères*⁴, faire admettre à Nicolas Sarkozy ses propres vues subversives contre la Jamahiriya libyenne, la faisant passer du statut de régime « ami » au rang de pouvoir exécuté. Ce ne fut pas le prince qui orienta le cours des événements, mais son caudataire. Auparavant, ce type d'influence ne s'exerçait que dans le secret des cabinets et e déroba des alcôves. Mais, en l'espèce, tout fut public et publicitaire.

¹ Machiavel, *Comment il faut fuir les flatteurs*, in *Le Prince*, XXIII, Flammarion, coll. Le monde de la philosophie, Paris, 2008, p. p. 114 - 116.

² Bossuet, *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, Livre cinquième, Droz, Genève, 1967, p. 136.

³ Camões, *Les Lusíadas*, *Os Lusíadas*, Chant VIII, édition bilingue portugais-français, Robert Laffont, coll. Bouquins, Paris, 1996, p. 331.

⁴ Théophraste, *Les Caractères* – traduit du grec, in La Bruyère, *Les Caractères*, Garnier, coll. La Bibliothèque, Paris, 2010.

Bernard-Henri Lévy. On ne comprend jamais mieux le personnage, qu'après avoir lu Théophraste et La Bruyère, notamment certains passages d'un livre unique, *Les Caractères : De la flatterie* (p. p. 34 - 36) ; *De l'impertinent ou du diseur de rien* (p. p. 37 - 38) ; *Du grand parleur* (p. p. 43 - 45) ; *Du débit des nouvelles*, (p. p. 45 - 46) ; *De la sottise vanité* (p. p. 62 - 63) ; *le fanfaron*, p. 111 ; *De la Cour* (p. p. 243 - 278) ; *De la Mode* (p. p. 432 - 453). À chaque page, le lecteur découvrira un des traits de Bernard-Henri Lévy, jusqu'au point où il parviendra à une composition d'ensemble de l'individu. Il s'apercevra alors que son « personnage » est vieux comme le tumulte des États. C'est pourquoi la lecture de Théophraste et de La Bruyère est bien plus instructive et vaut mieux que toutes les critiques de Bernard-Henri Lévy, y compris celles pourtant pertinentes de Deleuze ou Castoriadis. Car, lorsqu'un « caractère » est mis à nu, les « pensées » qu'elle exprime retombent d'elles-mêmes, pour aussitôt se relever comme ce qu'elles sont en réalité ou en soi, à savoir que des « opinions ». Et le propre des opinions est précisément de se laisser porter par la faconde, cet affaiblissement du langage comme le dit Theodor Adorno, pour essayer de paraître être des idées ou des concepts.

En tous les cas et depuis, par le fait d'influence majeure de « BHL » sur Nicolas Sarkozy, l'Afrique de l'ouest est profondément déstabilisée et sa crise va s'approfondissant. Ils voulurent tous deux « briser » Kadhafi, ils ont ensemble ébranlé l'Afrique de l'ouest. C'est une *péripétie* eût dit Aristote, parce que l'action menée a échappé à son motif premier et à son intention initiale. Hegel, lui, parlerait de *destin*, dans la mesure où l'action engagée produit un résultat inattendu et une situation nouvelle, sans que ne soit pour autant résolu le problème initial. Le *destin*, c'est l'amplification d'un problème, en lieu et place de sa résorption. Ou, selon le mot même de Hegel, *la conscience de soi comme étant son propre adversaire*.

Machiavel, Bossuet, Camões, La Bruyère, Aristote, Hegel, et tant d'autres encore. C'est que le rapport entre un chef d'État et ses conseillers, même non officiels, a toujours été une réelle préoccupation de la philosophie politique.

Si bien que l'objet de cet article est d'indiquer comment, parvenant à « flatter » Nicolas Sarkozy par l'excitation de ses inclinations à l'affrontement, tout en lui faisant croire qu'il était un libérateur de peuples opprimés, Bernard-Henri Lévy a su l'engager contre Mouammar Kadhafi, mais sans avoir jamais médité, le moins du monde, le déséquilibre sous-régional qui pouvait en résulter.

Mouammar Kadhafi et Nicolas Sarkozy, il est vrai, ont entretenu une relation équivoque voire ambiguë. Mais, sur ce point, depuis les « révélations » incendiaires de Médiapart, la Justice française conduit une enquête sur un éventuel financement de la présidentielle de 2007, au cours de laquelle « le Guide » aurait apporté un substantiel concours matériel à Nicolas Sarkozy. Seule la Justice est habilitée à dire la « vérité vraie ». Pour lors, il suffit à notre examen de souligner le contexte africain, la crise des *pays-États*, qui a permis à Bernard-Henri Lévy d'influencer autant Nicolas Sarkozy.

La crise malienne et la fin des pays-États en Afrique

Deux ans après l'extinction de la Jamahiriya, la crise libyenne continue de s'approfondir. De besoin, quel homme sensé n'eût pas préféré un autre type de changement de régime ? Car la Libye, tout comme l'Irak, est prise d'instabilité. Mais avec cette différence qu'elle étend ses effets chaotiques hors d'elle-même, sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne avec, pour conséquence mécanique, le brusque effondrement politico-militaire de la région ouest rendu manifeste par la crise malienne.

Sans négliger les causes internes⁵ de ce chamboulement, remarquons que ce « séisme » a été déclenché par deux hommes : Nicolas Sarkozy, alors chef d'État, et Bernard-Henri Lévy,

⁵ P. F. Tavares, *qui donc sauvera le Mali ?*, février 2013.

encore philosophe. Leur pacte fut une équivoque alliance d'un « trône » et d'une « pensée ». En s'excitant l'un l'autre, ils se sont convaincus de la nécessité de leur combat et, dans une subtile stimulation, ils ont su entraîner le monde dans une « guerre totale » contre la Jamahiriya, à la manière prônée par Carl von Clausewitz dans son célèbre *De la guerre*⁶.

Or, après l'écrasement militaire de la Jamahiriya, à quelques exceptions, les États qui composent l'Afrique de l'ouest (déjà en crise) se sont écroulés ou chancellent au plan politique. Inaptes, ces États n'ont pas pu faire « leur » guerre contre l'international djihadiste et, pire, dans un souverain renoncement, l'ont déléguée à la France sans le secours duquel ils n'auraient pas pu maintenir leur propre existence. Pour échapper au risque du péril, à *l'anéantissement*, en lieu et place du « combat » hégélien, le Mali a préféré renier sa souveraineté. À cet égard, dans la filiation de l'*Histoire générale* de Polybe, Machiavel énonce une vérité universelle : *Il faut des armes à une république ; quand elle n'a point en propre, elle en loue d'étrangères, et ce sont celles-là qui sont les plus dangereuses pour le bien public, elles sont faciles à pervertir*⁷. Puis, ajoute-t-il : *un État ne peut fonder sa sécurité que sur ses propres armes*⁸. En effet, avec l'Opération Serval, François Hollande impose la date des prochaines présidentielles maliennes : « Je serai intraitable », a-t-il dit, sur la date de cette échéance. Les États, comme le Mali, sont donc des « chimères » politiques, au sens antique du mot, ou des aliénations institutionnelles. Il est à noter que cette fragilité politique est fréquente en Afrique francophone où la plupart des États n'ont sans de fondement solide parce que sans fondation réelle. Nous les appelons « pays-États ». Ce type d'État se retourne aussi simplement que les crêpes à la chandeleur. Le coup d'État. Et sans le concours militaire de la France, le territoire des pays-États francophones se traverse avec une déconcertante facilité par les bandes et les rebellions armées. Au total, c'est la France qui laisse ou ne laisse pas faire. Parfois, et de façon directe, c'est elle-même qui fait les coups d'État. Et elle n'est pas le gendarme de l'Afrique mais de l'Afrique francophone noire et subsaharienne.

Aussi pénible que cette vérité historique soit à dire, les pays-États francophones d'Afrique n'ont pas de fondation. Sun Tzu a écrit : *la guerre est une affaire d'une importance vitale, la province de la vie et de la mort, la voie qui mène à la survie et à l'anéantissement. Il est indispensable de l'étudier à fond*⁹. Ainsi, lorsqu'un État (ou un groupe d'États) ne peut conduire une guerre, il ne constitue pas en une Institution réelle, ni ne se construit comme véritable ou viable. Parce qu'il demeure sans fond ni fondement. *Autant en emporte le vent*, pourrait-on dire, en rappel du titre d'un film célèbre.

Machiavel a souligné comment, *Sans ce secours [de la force publique], l'État le mieux constitué finit par se dissoudre*¹⁰. C'est ce qui advient au Mali, un *pays-État* qui n'a pas d'armée et, par suite, ne peut assurer sa survie. Or l'une des fonctions essentielles de tout État constitué est précisément *de mettre une armée en état de présenter la bataille à l'ennemi et de le vaincre. C'est là le but d'une armée et de tous les soins qu'on apporte à la former*¹¹.

Il est donc emblématique que le destin politique du Mali soit entre les mains des autres, celles d'Aqmi, pour sa dislocation, ou de la France, pour sa précarité. Ce *pays-État* est pris entre sa dislocation et sa précarité. En latin, précarité signifie « ce qui s'obtient par la prière ». L'opération « Serval » est de la sorte obtenue par la prière diplomatique. Ainsi, Diocounda Traoré, président « provisoire » du Mali adresse-t-il une prière à « papa Hollande »¹². Le drame ici consiste en ce que

⁶ Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Payot & Rivages, Paris, 2006.

⁷ Machiavel, *Op. Cit.*, p. 176.

⁸ Machiavel, *Op. Cit.*, p. 178.

⁹ Sun Tzu, *L'art de la guerre*, préface et introduction par Samuel B. Griffith, avant-propos de B. H. Liddell Hart, traduit de l'anglais par Francis Wang, Flammarion, Champs classiques, édition 2008, Paris, p. 117.

¹⁰ Machiavel, *L'art de la guerre*, Flammarion, coll. Le monde de la philosophie, Paris, 2008, p. 148.

¹¹ Machiavel, *L'art de la guerre*, p. 238.

¹² L'expression a été lancée lors de la visite du président français au Mali et reproduite sur des badges. En Centre-Afrique, François Bozizé, ex président de la république, avait appelé à la rescousse son « cousin » François Hollande. La pitrerie est à son comble.

dis-location et *pré*-carité se renforcent réciproquement et tendent, dans leur développement, vers l'extinction de l'État malien. Tous les dispositifs de soutien en cours (formation de l'armée, élections, commission réconciliation, etc.) sont *un cautère sur une jambe de bois*. C'est tout le Mali qu'il faut rebâtir, à partir de substructions nouvelles.

En son temps, Machiavel proposa une théorie politique de la faiblesse et de la chute des institutions militaires¹³. Et il vient appuyer sa thèse d'un exemple, l'absence ou le peu de véritables armées dans ce qui était alors l'Afrique¹⁴.

C'est une règle générale dans l'histoire universelle, dit-il, que *le mépris des institutions militaires* et le nombre de *militaires renommés* sont proportionnels au nombre de *grandes monarchies* et d'*États républicains*. Machiavel établit donc un rapport de causalité directe. Et c'est en vertu de cette règle qu'il conçoit la fragilité militaire de l'Afrique. Car il constate, dans cette région, l'existence de peu de régimes monarchiques ou républicains, d'où la différence de son histoire militaire avec celle de l'Europe. *La cause de cette différence est que ces deux parties du monde [Asie et Afrique] n'ont jamais renfermé qu'une ou deux grandes monarchies et très peu d'États républicains*¹⁵.

De ce constat, Machiavel tire une conséquence qui explique le faible nombre de grands capitaines africains. Il prête à Fabrizio la réponse suivante à Cosima : *si vous mettez de côté ce qui est caché dans la nuit des antiquités égyptiennes, vous ne trouverez guère en Afrique que Massinissa, [et son petit-fils] Jugurtha et les généraux carthaginois [Hamilcar et son fils Hannibal] ; mais leur nombre est bien petit si on les compare à tout ce qu'à produit l'Europe*¹⁶.

Machiavel expose alors sa vision : *L'Asie n'offrit que peu de grands hommes [héros militaires]...*

Il en a été de même de l'Afrique, à l'exception de Carthage où parurent quelques noms illustres. Car, il est à remarquer qu'il naît beaucoup plus de grands hommes dans une république que dans une monarchie : là on honore le mérite, ici on la craint ; là on l'encourage, ici on cherche à l'étouffer.

*L'Europe au contraire, remplie de républiques et de monarchies, toujours en défiance les unes des autres, était forcée de maintenir dans toute leur vigueur ses institutions militaires et d'honorer ses grands capitaines*¹⁷.

Somme toute, le nombre de monarchies et surtout celui des républiques est le principal facteur historique qui fixe la qualité, la vigueur et la solidité des institutions militaires. Cette vue d'ensemble peut être érigée en axiome : plus il y a de républiques dans un espace civilisationnel, plus les armées y sont fortes.

On saisit sur le vif les deux arguments principaux de Machiavel sur la nécessité d'armées fortes. Tout d'abord, toute république à l'impérieux devoir d'être armée, afin que son existence ne repose que sur ses propres forces. Ensuite, les armées républicaines sont d'autant plus fortes que les rivalités inter-républicaines les y obligent. Or en Afrique actuelle, c'est tout le contraire. Il n'y a presque pas de vraies républiques, comme nous le voyons. Alors, qu'est-ce que ce type d'États qui n'ont pas de fondement militaire, et par conséquent ne sont pas autonomes selon l'optique de Machiavel ?

Sous ce rapport, il est instructif de remarquer que le Tchad, un *pays-État* qui a supporté quelques guerres contre de puissants voisins, la Libye puis le Soudan, fasse aujourd'hui exception. Le Tchad a traversé *la province de la vie et de la mort*, ce qui a rendu apte son armée à conduire les batailles du Mali, pour la sécurité futur de son propre *pays-État*. Le Tchad a tiré les leçons de l'Opération épervier, où son autonomie voire son existence n'a reposé que sur la France.

Au Mali justement, il s'en est fallu de peu pour que l'État, faute d'armée, ne disparaisse. Cela appelle une question d'ordre général : mais ces États qui n'ont jamais entrepris la « guerre », qui ne savent pas rendre ce qu'est le « droit », qui ignorent la « justice sociale », qui ne veulent pas

¹³ Machiavel, *L'art de la guerre*, p. p. 232 - 236.

¹⁴ Le mot Afrique désignait, à l'origine, Carthage et sa région, avant d'être étendue à tout le continent noir.

¹⁵ Machiavel, *L'art de la guerre*, p. p. 232.

¹⁶ Machiavel, *L'art de la guerre*, p. p. 232 - 233.

¹⁷ Machiavel, *L'art de la guerre*, p. 233.

construire la « nation », qui n'entendent pas assurer la « cohésion nationale », qu'est-ce donc ce type d'États qui ne sait pas accomplir les fonctions essentielles de *l'idée de l'État* ?

L'une des grandes leçons de la crise libyo-malienne, car il s'agit d'une seule et même crise qui est elle-même l'une des manifestations de la grande crise africaine, l'une des grandes leçons disons-nous, est d'avoir dévoilé à la face du monde l'impéritie et la caducité de la structuration néocoloniale des États ouest-africains, en majorité francophones. C'est que, au vrai, ces États ne sont que ce que nous avons appelé des *pays-États*, c'est-à-dire des collectivités « politiques » qui ne reposent que sur deux paramètres principaux. Tout d'abord, au plan externe, ces *pays-États* correspondent à des « pays » aux limites territoriales incertaines, aux frontières accidentelles parce que casuelles, à des délimitations approximatives qui sont à la base de tant de litiges frontaliers, comme en témoigne encore l'envahissement subite du village ivoirien de Kpéaba¹⁸ par l'armée guinéenne, le 25 janvier dernier. On n'y a guère prêté attention, tant l'acte a paru anodin. Mais il illustre pourtant bien toute la *désintégration des souverainetés africaines*. Au reste, en Afrique, il n'est quasiment aucun *pays-État* dont les frontières ne font pas l'objet de litiges. En outre, comble de stupéfaction, alors même que toute l'Afrique de l'ouest est aux prises avec Aqmi et ses satellites, l'armée guinéenne a préféré envahir la localité d'un pays voisin et ami, plutôt que de porter secours au Mali. Quel magnifique sens de l'histoire et quel courage ! Dans *L'art de la guerre*, ce que dit Machiavel des armées italiennes de son époque vaut plus encore pour l'actuelle Afrique de l'ouest. L'armée n'y est qu'un comptoir de commerce, une échoppe de grades, qui ne fonctionne que comme une police améliorée (mission de maintien de l'ordre) ou une police déformée (pillage des ressources, viols de femmes, etc.). Ensuite, au plan interne, ces *pays-États* ne sont que des « États » sans fondation vraie, qui n'ont d'État que l'appellation et les accessoires, parce que nés par décret colonial et maintenus comme tels, avec la complicité des élites. Comme l'affirme Machiavel, *jamais personne n'a fondé de république ou de monarchie sans en confier la défense aux habitants du pays même*¹⁹. C'est vrai. Sauf en Afrique francophone où les « Accords de défense » ont amputé les nouveaux États « indépendants » d'une prérogative essentielle, qui les rend dépendants.

Il est hautement instructif que Félix Houphouët-Boigny n'ait jamais voulu d'une armée véritable. Il en redoutait l'existence. Depuis, la Côte d'Ivoire tente d'avoir une armée. Et cela apparaît d'autant plus significatif que Félix Houphouët-Boigny est celui qui a porté à sa perfection le modèle des *pays-États*, par l'élaboration et la mise en œuvre d'un *protokollon*²⁰ bien supérieur à celui des États occidentaux. Il fut même, en termes d'organisation, au-dessus de celui du Palais de l'Élysée déjà remarquable. L'agencement et la conduite des institutions publiques étaient centrées autour de la Présidence de la République, dont l'exceptionnel protocole d'État était l'instrument principal. Il est vrai, l'expérience (IV^{ème} République française) et la dextérité personnelle de Félix Houphouët-Boigny orchestraient avec « maestro » l'ensemble, comme si ces institutions avaient été taillées pour lui, et rien que pour lui. À cet égard, il a accompli l'essence et le schéma définitif du *pays-État*, avec une science hors du commun. Et pour y parvenir, il a dû briser, de l'intérieur et de l'extérieur, l'élan du panafricanisme militant (Nkrumah), afin de ne faire de l'Afrique qu'un vaste ensemble de *pays-États*. Dans un article utile, Cheikh Gueye²¹ a retracé les grandes étapes de ce processus de décomposition et d'extinction du panafricanisme militant, mais en omettant le rôle du *Bélier de Yamoussoukro*.

Toutefois, cette victoire politique de Félix Houphouët-Boigny portait en germe sa propre limite historique et avait en son sein la programmation du principe de son écroulement ultérieur. Le principe de tout *pays-État* en Afrique se trouve consigné et résumé dans la formule célèbre que

¹⁸ En effet, le 25 janvier dernier, contre toute attente et à la surprise générale, une partie de l'armée de la Guinée-Conakry a pris possession puis revendiqué le village de Kpéaba comme faisant partie du territoire guinéen.

¹⁹ Machiavel, *Op. Cit.*, p. 176.

²⁰ P. F. Tavares, *Sur la Crise ivoirienne, considérations éparses*, NEI, Abidjan, 2005.

²¹ Cheikh Gueye, *Le panafricanisme d'intégration comme réponse aux problèmes sécuritaires africains*, Université Jean Moulin Lyon 3, 2009.

Félix Houphouët-Boigny prononça alors qu'il était encore anti-indépendantiste : *Un homme seul ne peut se marier. J'ai attendu la France sur le parvis de l'Église, avec mon bouquet de fleurs fanées*²².

Cette conception néocoloniale de l'État, conception qui en réalité ne repose pas sur *l'idée de l'État*²³, ne survit presque jamais à son « auteur ». Car leurs successeurs ou épigones accroissent cette dépendance et s'éloignent plus encore de ce qu'est *l'idée de l'État*. Cette vérité générale explique que, juste après la mort ou l'éviction des pères fondateurs des *pays-États*, peu ou rien ne subsiste de ce qu'ils ont construit. En Côte d'Ivoire, par exemple, le *pays-État* le mieux bâti en Afrique de l'ouest a finalement été « arraisonné », juste après la mort de son fondateur, car il reposait sur cette fragilité structurelle d'origine. En effet, après Félix Houphouët-Boigny, rien n'a résisté à l'épreuve de ce que nous avons appelé le « temps ethnique » qui, pour chaque grand groupe ethnique, consiste à « attendre son tour ». Et dès lors que l'opportunité politique s'offre à cette patience ou impatience, elle s'écrie : « c'est notre tour, maintenant ». Alors, chaque grand groupe ethnique qui voit le pouvoir d'État lui échoir ou tomber dans son escarcelle procède à un programme accéléré de « rattrapage », d'ajustement ethnique dans les nominations de la haute fonction publique jusqu'aux postes de commis des ministères. On a vu et l'on continue de voir, en Afrique, des ministères entiers « donnés » à des groupes ethniques. Aucune république, jamais un État, nulle démocratie ne se sont bâtis sur l'ethnie. En Côte d'Ivoire, après les Akan (Baoulé), ce fut le tour des Krou (« Bété ») et à présent c'est celui de Malinkés - Sénoufo (« Dioulas »).

Au reste, l'humour ivoirien, qui ne manque jamais de ressources, avait même emprunté le sigle de la Banque Africaine de Développement, BAD, pour désigner, sous la présidence Gbagbo, à tort ou à raison, les nominations des **Bété-Attié-Dida**, BAD, dans la haute fonction publique et leur prétendu accès facile au crédit bancaire. Aujourd'hui, pour indexer le « rattrapage » Malinké-Sénoufo, cet humour use du néologisme « Dioulabougou », afin de définir le *pays-État* ivoirien comme un « village Dioula », par invasion et nominations aux hautes fonctions.

Au fond, tout *pays-État* africain se construit sur un vice d'origine, et en raison duquel il ne peut se transformer en nation, en *État-nation*, sauf si la nation le précède historiquement. Telle est l'impasse politique des *pays-États* africains et par suite de toutes leurs structures confédératives ou unitaires. Les ethnies et le *comput ethnique* sont les deux « vérités » ou le double ressort des *pays-États*. Aussi, ce sont les *pays-États* qui, pour leur propre évolution, ont créé et durci les clivages ethniques, jusqu'au point nodal où les ethnies les ont absorbés. Le Tchad constitue un contre-exemple relatif. En effet, le chef de l'État appartient à un groupe minoritaire, les Zaghawa, et les tensions ne sont pas de type ethnique mais obéissent à dominante régionale (nord/sud).

La grande crise africaine n'est que la crise des *pays-États* d'Afrique. L'irresponsabilité et le dévoiement de l'intelligentsia africaine consiste en ceci qu'elle n'a pas voulu au point de ne plus pouvoir dénoncer le « temps ethnique ». Pour la « bonne raison » que, presque toujours, elle en est le principal instigateur et le premier bénéficiaire. Les *pays-États* d'Afrique sont incapables de créer des nations.

Cela aurait dû être la grande œuvre du marxisme africain. Mais ses représentants les mieux formés ont été systématiquement tués par un *cancer* foudroyant, celui de *la trahison*. Et à présent, il ne reste presque rien de cette expérience, comme l'a souligné dans un brillant exposé Amady Ali Dieng²⁴. Bref, l'extinction du marxisme africain, dont la principale faiblesse était de « dépendre » des blocs soviétique et chinois, a donné place à des courants religieux divers et variés, dont l'évangélique et le salafiste semblent pour lors être les plus actifs.

À cet égard, l'enracinement de l'internationalisme djihadiste en Afrique constitue l'une des réponses aux impasses politico-ethniques des *pays-États*. Au sein de ces conglomérats religieux et

²² Il existe plusieurs variantes de cette formule, sans que l'on puisse décider laquelle est la bonne.

²³ Hegel, *Principes de la philosophie du droit, ou Droit naturel et science de l'État en abrégé*, Vrin, Paris, 1982, p. p. 263 - 341.

²⁴ Amady Ali Dieng, *Que reste-t-il de vivant dans le marxisme en matière de développement ?*, <http://www.codesria.org/IMG/pdf/dieng.pdf>

politico-militaires, toutes les ethnies sont dissoutes et le « temps ethnique » est stoppé, au nom d'une réalité transcendante. Car ces mouvements entendent créer, par la violence absolue, des *régions-États*. Le Sahara et le Sahel en sont les premiers champs d'expérimentation. L'éventuelle victoire politique des « modérés » en Tunisie, en Libye, en Égypte et en Lybie, au Maroc ou en Mauritanie constituerait le second pôle ou les prémisses de la deuxième *région-État* d'Afrique. La crise du politique en Afrique réside aussi dans cette tension entre les *pays-États* laïcs et les *régions-États* à vocation théocratique.

En tous les cas, c'est ce « cul-de-sac » historique des *pays-États* que Cabral redoutait le plus. Et sa théorie de la « Culture » ainsi que sa doctrine de l'« unité et de la lutte » tendaient à éviter cet écueil. Ainsi, dans *Le cancer de la trahison*²⁵, oraison funèbre prononcée lors des obsèques de Kwamé Nkrumah, Amílcar Cabral, qui sera lui-même « trahi » et assassiné huit mois plus tard, énonce très clairement une approche inédite de l'État en Afrique. En effet, dans cette oraison, il ne dénonce pas seulement la « trahison » comme une pathologie qui, de l'intérieur, ronge tout le corps politique africain. Il y remet surtout en cause et révoque radicalement en doute la nature même, la viabilité historique et le dysfonctionnement de l'État néocolonial, le pays-État, qui prévaut en Afrique. Et ce constat, Cabral le prolonge par une approche nouvelle de l'idée de l'État, qui est déterminée pour autant que dure l'impérialisme comme *un mouvement de libération au pouvoir*. C'est la pièce essentielle de la République de la Culture, dont il commençait à méditer la fondation et les fondements. Une République, sans État néocolonial et qui ne promeut pas un *pays-État*.

L'État, dont la naissance et la proclamation ne peuvent octroyées, mais acquises de haute lutte, cet État-là, qui résulte de la *Guerre du peuple*, aménage la question des armes au cœur même de son existence.

Cabral fait siennes les conceptions d'ensemble de Machiavel (*L'art de la guerre*) et d'Engels (*Anti-Dühring*). Mais, pour autant, chez lui, la guerre est définie et exécutée, et ce pour la première fois dans l'histoire des doctrines militaires, comme un *acte de culture*, voire comme le plus haut acte de culture. C'est pourquoi les armes ne sont plus entre les mains des militaires, mais des *militants armés*, pour reprendre son expression. Car, Cabral s'est très vite rendu compte que, en Afrique, et pas plus en Europe si l'on en croit Jean Ferrat²⁶, le militaire est un homme de culture. Seul l'est le militant, dans la mesure même où il s'est « cultivé ». Remarquons au passage que le drame de la Guinée-Bissau, qui fut le théâtre de *la guerre la plus juste et la plus rationnelle du vingtième siècle* selon le mot de Gérard Chaliand, est qu'elle a vu sa guerre totalement dénaturée par les militaires, avec leur penchant au *commandantisme* (militarisme) que Cabral dénonça dès le Congrès de Cassaca (13 - 17 février 1964). On comprend mieux maintenant pourquoi chez Cabral l'arme suprême n'a jamais consisté dans les équipements militaires (arsenal, fusils, avions, etc.), aussi importants soient-ils, mais dans *la théorie*. À dessein, Cabral parlait de *l'arme de la théorie*.

De tous les grands leaders politiques africains, Amílcar Cabral est le premier et sans aucun doute celui qui a le mieux compris la fonction historique et le rôle politique de la guerre, dans la genèse et la formation des nouveaux États africains. Il prit conscience de cette vérité, dès son adolescence²⁷, lorsqu'il commença à méditer poétiquement Minerve, déesse de la guerre et de la raison, dans son *Cabier de Poésie*. Et plus tard, durant sa maturité, il portera à la perfection la pratique de la guerre qu'il exposera d'abord et essentiellement comme un *acte de culture*²⁸. *La Guerre de peuple*, l'art de la guerre de Cabral, reste l'une des plus belles synthèses jamais réalisées entre les conceptions de Sun Tzu (stratégie et connaissance du terrain), d'Amílcar (rapidité), de Polybe (humanisme et but universel), de Machiavel (organisation) et de Che Guevara (mobilité) sur la guerre. Il saute aux yeux que cette synthèse est aux antipodes de Clausewitz (« guerre totale »). En

²⁵ Amílcar Cabral, *Le cancer de la trahison*, obsèques de Kwamé Nkrumah, Conakry, 13 mai 1972. Youtube : <http://www.youtube.com/watch?v=CE7MBss6DBs&feature=related>

²⁶ Jean Ferrat, *Pauvre Boris*, 1966.

²⁷ P. F. Tavares, *Cabral et les Hespéritains, matériaux pour une République de la Culture*, janvier 2013.

²⁸ P. F. Tavares, *Guerre et Culture chez Cabral*, Abidjan, 2008.

définitive, il n'est rien d'étonnant à ce que l'empire colonial portugais n'ait pas pu résister à cette « ontologie » dans laquelle l'Être est appréhendé comme Culture et dans laquelle la guerre est son mode majeur d'effectivité. L'Empire portugais et l'*État nouveau* de Salazar furent confrontés à un phénomène inédit.

Au total, à une *conception militaire* traditionnelle de la guerre, qui prédomina de Sun Tzu à Clausewitz, Cabral opposa une *conception militante* de la guerre. Elle est en rupture. C'est pourquoi sa théorie et sa pratique de la guerre comme *acte de culture* demandent encore à être étudiée et enseignée. Au reste, elles sont de la plus grande utilité dans la refonte nécessaire des *pays-États* d'Afrique.

En dernier résultat, force est de constater que l'Algérie et les ex-colonies portugaises ont été les seules à poser la guerre au fondement de leur État. Mais, en Afrique contemporaine, seules les ex-colonies portugaises dirigées par des ex-mouvements armés de libération, réunis hier dans la CONCP²⁹ et aujourd'hui dans la PALOP³⁰, semblaient en mesure de sortir de la caducité du système des *pays-États*. Mais ils n'ont pas franchi le pas, pour accomplir l'un de leurs buts majeurs.

Pour lors, l'Afrique est plongée dans l'enfer des *pays-États*. Et il n'est point besoin d'être grand clerc pour voir dans les désintégrations des souverainetés et la décomposition des *pays-États* les deux faces de la vaste crise du *politique* en Afrique, un *destin* à surmonter. *Les damnés de la terre*, pour reprendre le titre du célèbre ouvrage de Frantz Fanon, ne sont que les condamnés des *pays-États*.

La caducité historique des *pays-États* d'Afrique est donc le facteur déterminant des crises actuelles. Ce déclin a créé un contexte obscurci par deux types de crises cognitives. Tout d'abord, au niveau pratique, notons que la plupart des responsables politiques africains arrivés au pouvoir après 1989 (post guerre froide) n'ont qu'une faible connaissance de *l'idée de l'État*. Ils sont à la tête de la *vie éthique*, et n'ont aucune probité publique. Ne leur parlez pas de Clithène, de Solon, de Dracon ou d'Aristide, de Lycurgue, d'Eschyle et Périclès, *De l'esprit des lois* de Montesquieu et moins encore *Des droits et des devoirs du citoyen* de Mably qui exposent les grands principes sur lesquels reposent toutes les institutions républicaines : *vertu, frugalité* et séparation des pouvoirs. Pire, ils ne pratiquent que des usages contraires : rejet de l'égalité (népotisme, violence, liquidation des oppositions), accumulation inouïe de richesses (gestion privée du produit intérieur brut, patrimoine mal acquis, détournement de fonds publics, corruption, concentration des pouvoirs). Ils aiment les honneurs de la République française, mais ne savent rien de ses pères fondateurs³¹. Leur ignorance de l'histoire générale de la *république* est avérée. En outre, ce serait les vexer, et par suite les provoquer, que de théoriser la démocratie, puisqu'ils ont si peu ou pas du tout de *culture démocratique* personnelle. Même leur *savoir-vivre* laisse parfois à désirer. Au fond, le déficit culturel des classes dirigeantes est même l'un des plus graves problèmes auquel l'Afrique de l'après guerre froide reste confrontée. Ensuite, et plus atterrant puisque située au plan théorique, l'intelligentsia africaine de l'après guerre froide (la fictive communauté des sciences sociales) et les instituts européens de recherche prétendument « spécialisés » dans les crises africaines ne parviennent pas à saisir la nature véritable et les caractéristiques de la crise des *pays-États* d'Afrique. Cabral n'eut de cesse de parler de *crise de la connaissance* en Afrique.

Or, c'est ce double déficit cognitif qui rend possible et profonde l'influence des *flatteurs* sur les hommes d'état, tel que Nicolas Sarkozy. Ainsi, le *Discours de Dakar* qui pourtant présentait les manifestations latérales de la crise des *pays-États* africains, mais qui, en raison d'une formule malheureuse, fut cloué au pilori, cette allocution, disons-nous, a été une formidable « occasion » pour Bernard-Henri Lévy pour aire valoir et imposer ses propres vues sur l'Afrique, en particulier

²⁹ Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises.

³⁰ Pays Africains de Langue Officielle Portugaise : Angola, Mozambique, Sao Tomé & Principe, Guinée-Bissau et Cap Vert.

³¹ *Aux origines de la République 1789 - 1792*, préface de Maurice Agulhon, EDHIS, Paris, 1992.

sur la Libye. On ne saisit pas l'implication directe de Nicolas Sarkozy dans le dossier libyen, sans la défaite intellectuelle du *Discours de Dakar* infligée par Bernard-Henri Lévy. Et les conséquences sont lourdes. Par exemple, croyant libérer un peuple, celui de Libye, ils ont damnés d'autres, à commencer par celui du Mali. Ils voulurent faire le bonheur du peuple libyen, mais ont fait le malheur de ceux d'Afrique de l'ouest. Combien de coups de fouets reçus ? Combien de mains coupées et de morts ? Combien d'États désormais en danger ? Car depuis, l'incendie ne cesse de se propager en Afrique de l'ouest et, par une dialectique des contaminations, elle touchera bientôt les rives sud du sol européen, et pas seulement par des vagues d'immigration ou la revitalisation des réseaux de trafics de drogue. Qui, en effet, ne redoute pas le pire, à savoir une éventuelle jonction dynamique des crises africaines et moyen-orientales, dont les Djihadistes sont si prompts à établir les connexions ?

La responsabilité directe de nos deux hommes est engagée, dans le développement des crises ouest-africaines actuelles. Le premier a fourni un cadre doctrinal consacré par l'abandon du *Discours de Dakar*, que le second s'est chargé de mettre en œuvre par un bellicisme inouï. Nous devons maintenant passer à la considération de leurs rapports.

Bernard-Henri Lévy et Nicolas Sarkozy : de l'inimitié à la connivence ?

D'une manière générale, Bernard-Henri Lévy a eu de bons rapports avec les chefs d'État français, depuis François Mitterrand. Ses relations personnelles se sont approfondies avec Jacques Chirac, notamment lors de la crise en Bosnie. Mais c'est avec Nicolas Sarkozy que son impact « intellectuel » s'est transformée en influence directe et publique.

La relation entre les deux hommes est, dit-on, ancienne et daterait des années 1990. Dans l'histoire récente, depuis la Deuxième guerre mondiale, il est peu de cas de guerre où un binôme a pu ainsi infléchir le cours du monde, pour que nous ne l'interroguions pas. D'abord antithétique, orageuse et polémique, cette relation a fini par devenir un lien de complicité. En effet, qui ne se souvient du rôle de Bernard-Henri Lévy qui, le premier, lança les légions d'intellectuels et les médias contre le *Discours de Dakar*³², alors même qu'il n'en avait pas encore lu le texte ? Comme Anthime³³ qui parle négativement et avec autorité d'ouvrages ou d'écrits qu'il n'a pas lus, B.-H. Lévy a péroré sur un discours qu'il n'avait pas entendu et qu'il ne voulut plus lire, même après sa publication.

C'est à l'occasion de ce discours officiel que, contrairement aux apparences, B.-H. Lévy a infléchi les lignes de son opposition politique à Nicolas Sarkozy et fixé ou dévoilé la vraie nature de leurs nouveaux rapports. En effet, il a disculpé et épargné le chef de l'État, pour incriminer sa « plume » Henri Guaino, qu'il a fustigé avec une exagération recherchée, en l'accusant d'être un « maurassien », insulte suprême pour un gaulliste social. En matière franco-africaine, on peut dater du *Discours de Dakar* la nouvelle influence de Bernard-Henri Lévy sur Nicolas Sarkozy. La charge du philosophe fut si rude contre le conseiller spécial du chef de l'État, qu'elle semble avoir obéi à une option tactique. En s'obstinant à ne pas lire le *Discours de Dakar*, en le stigmatisant comme « raciste », en refusant d'en procéder à un simple commentaire de texte, comme les règles académiques l'exigent, en occupant la scène médiatique comme il sait si bien le faire, Bernard-Henri Lévy a fait le « buzz », obligeant Nicolas Sarkozy à se rétracter puis à rechercher un compromis « intellectuel ». Au reste, ce dernier semble avoir bien perçu le fond du message, contrairement à Henri Guaino. Et c'est à cette date que ce dernier semble avoir totalement perdu la main sur les dossiers du Maghreb, dont il avait été officiellement chargé par une nomination en Conseil des ministres. Ainsi, la prétendue radicalité et le caractère rédhibitoire des jugements de Bernard-Henri Lévy sur le *Discours de Dakar* ne préparaient que l'éviction du délégué

³² P. F. Tavares, *Nicolas Sarkozy : Relire le Discours de Dakar*, NEI, Abidjan, 2008.

³³ La Bruyère, *Des ouvrages de l'esprit*, § 23, in *Les Caractères*, Garnier, Paris, 2010, p. 84.

interministériel et l'intrusion directe de Bernard-Henri Lévy dans les dossiers du Grand Maghreb. Ce fut un beau tour de « flatteries ». Mais cet aspect du conflit entre le philosophe et le conseiller sur le *Discours de Dakar* a échappé à plus d'un.

Il est instructif de constater que juste après le rejet massif du *Discours de Dakar*, ce qui fut une réussite intellectuelle et un grand succès « diplomatique » de Bernard-Henri Lévy, Nicolas Sarkozy s'est mis à faire, en Afrique, l'exact contraire de ce qu'il y affirma avec tant de force. Plus que jamais, la France devint le « gendarme de l'Afrique ». Entendons-nous sur la signification et le sens du mot « gendarme ». Il signifie ici « missions de maintien de l'ordre » ou mise en place d'un « ordre nouveau ». Interventions politiques brutales, actions diplomatiques et militaires directes (Libye, Côte d'Ivoire) et intimidations de chefs d'État (Guinée-Conakry).

L'abandon rapide du *Discours de Dakar* par Nicolas Sarkozy a eu des effets plus profonds qu'on ne le croit. Par exemple, il reste tout à fait significatif de remarquer ici que, suite au vacarme médiatique suscité par Bernard-Henri Lévy et relayé par maints intellectuels africains³⁴, Abdoulaye Wade, alors chef d'État du Sénégal, s'est vu contraint de remettre partiellement et tardivement en cause le *Discours de Dakar* qu'il avait d'abord cautionné. Or, il a été le premier chef d'État africain à réclamer, de façon ouverte, le départ de Mouammar Kadhafi du pouvoir, lui qui, dit-on, aurait bénéficié de ses largesses. Sans doute Abdoulaye Wade eut été plus prudent, s'il avait été averti des similitudes de situations entre le Mali et le Sénégal³⁵.

En tous les cas, on peut dire ceci : l'abandon du *Discours de Dakar*, qui marque un tournant diplomatique de la France, consacre la défaite de la ligne « vertueuse » du conseiller spécial Henri Guaino, au profit de la ligne « belliciste » de Bernard-Henri Lévy. Au total, on pourrait affirmer en exagération à peine le trait que c'est à Dakar que Mouammar Kadhafi a perdu son pouvoir ; là-bas, s'est opéré le retournement et la coalition anti-kadhafi.

En somme, pour saisir le changement des rapports entre Nicolas Sarkozy et Bernard-Henri Lévy, il convient de partir des controverses nées du *Discours de Dakar* et de l'abandon de l'orientation diplomatique que cette allocution officielle proposait. Auparavant, les deux hommes étaient en nette opposition, en raison des tensions entre leurs deux familles mais également des présidentielles de 2007 où Bernard-Henri Lévy prit fait et cause pour Ségolène Royal contre Nicolas Sarkozy qui avait recherché son appui.

Mais, le fait est connu d'expérience et on peut l'appuyer de mille exemples, les adversaires d'un ennemi commun se rassemblent toujours. Avec Kadhafi, la tension entre les deux hommes s'est transformée en son contraire. La révolte, d'abord vive, s'est retournée en connivence. Et l'on vit alors ce prodigieux spectacle d'un chef d'État littéralement subjugué par un « gourou » de la « guerre totale ». Quel renversement !

BHL : « Machiavel itinérant » et « Prophète des flatteries »

Ainsi, le rapprochement entre Nicolas Sarkozy et Bernard-Henri Lévy s'est opéré avec la crise des *pays-États* africains, qui a permis au second d'exercer une influence hors du commun. Mais une telle influence s'explique par deux raisons dont les effets cumulés amplifient les suites. La première raison tient au caractère du « prince », plus exactement à son intempérance ou son absence de sagesse. C'est pourquoi Nicolas Sarkozy était le plus influençable des chefs d'États français de la Cinquième République. On a vu les ravages de Patrick Buisson, médiocre conseiller. Machiavel le rappelle : *il y a, écrit-il, une règle générale qui est infaillible : c'est qu'un prince qui n'est pas sage par lui-même ne peut être bien conseillé, à moins que d'aventure il ne se repose sur un seul homme, qui en tout le*

³⁴ *L'Afrique répond à Sarkozy, Contre le discours de Dakar*, ouvrage collectif, Édit. Philippe Rey, Paris, 2008.

³⁵ Mouhamadou el Hady Ba et Pierre Amath Mbaye, *La crise malienne et ses leçons pour le Sénégal*, Ipode, working paper n° 1 février 2013.

gouvernerait, et qui fût homme tout à fait sage³⁶. La deuxième raison tient à l'époque. En effet, l'une des caractéristiques des époques de désintégration des souverainetés et de grande décomposition des institutions publiques est de favoriser l'apparition de personnages qui, hors de toute fonction officielle, subjuguent et exercent un ascendant sur les responsables politiques. Samuel B. Griffith les appelle des *Machiavels itinérants*³⁷ et rappelle comment, il y a deux mille cinq ans, lorsque la Chine traversa deux siècles d'une grave crise politico-militaire, ils furent nombreux : *Le climat politique* [durant la période des Royaumes Combattants, du 5^{ème} siècle avant J-C.], écrit-il, *offrait un vaste champ d'action aux talents de prétendus experts en tous genres, et en particulier des stratèges de profession [...]*

Cette époque dynamique réclamait des solutions pratiques pour les problèmes de la politique et de la guerre et des centaines d'érudits, errant d'un État à l'autre, manifestaient un vif empressement à colporter des idées auprès des souverains « tourmentés par la situation dangereuse dans laquelle se trouvaient leur pays et par la faiblesse de leurs armées ». Les souverains se disputaient les conseils d'escouades d'orateurs professionnels qui, lors d'« interminables palabres », subjuguèrent les rois, les ducs et les grands, grâce à des raisonnements d'une « déroutante diversité ». Ces Machiavels itinérants spéculaient sur leur propre sagacité. Lorsque leurs conseils se révélaient profitables, ils atteignaient souvent des positions élevées [...]

L'influence corrosive de cette classe nouvelle sur les idées et les institutions féodales fut d'une importance primordiale. Les érudits errants n'étaient liés par aucun loyalisme durable³⁸.

Nous savons à présent ce que sont et ce que font les « Machiavels itinérants ». Leur mode opératoire consiste d'abord à obtenir l'ascendance politique, puis à influencer en spéculant *sur leur propre sagacité*. Mais en vérité, l'expression « Machiavels itinérants » est impropre. Car, Machiavel lui-même n'était pas un cynique en politique, bien qu'une tradition littéraire solidement établie soit parvenu à altérer son image et déformer ses propos pour le faire paraître tel. En vérité, Machiavel n'était pas machiavélique. Pour s'en convaincre, il suffit de le lire. Par exemple, dans *Le Prince* justement, Machiavel suggère à tout prince de s'éloigner de ceux que Samuel B. Griffith appelle les *Machiavels itinérants*. L'expression, paradoxale, est donc loin d'être ajustée à sa doctrine.

En revanche, la formule de Bossuet, *prophète des flatteries* ou encore *prophète flatteur* est plus conforme à notre personnage. Soit dit en passant qu'il est frappant de voir combien et comment notre Bernard-Henri Lévy ressemble autant et par le style à l'acteur Stewart Granger, mais avec tous les défauts de Roland Ménéard, *flatteur*, saltimbanque roturier sous le pseudonyme de *Scaramouche*³⁹, héros de vérité républicaine et qui, au final, découvre ses origines nobles. En tous les cas, Bossuet a étudié par le menu détail la « figure de conscience » du *flatteur* et a montré comment le prince devait s'en prémunir⁴⁰.

BHL pourrait s'appeler « Roland Ménéard ». C'est que l'homme n'est pas modeste. En tout, il apparaît comme un appert fort disert. Ainsi parle-t-il de la guerre, comme l'art de prendre un rafraîchissement au café de Flore. Et porté par un enthousiasme juvénile, comme Luigi, *il brûle d'envie de [...] voir* [l'armée de l'OTAN] *en venir aux mains*⁴¹ [partout] et que, *pour rien au monde*, elle fit le *Fabius Maximus* [c'est-à-dire se tenir] *à distance de l'ennemi*. Alors, tout fond pour se confondre.

³⁶ Machiavel, *Le Prince*, p. 116.

³⁷ Sun Tzu, *L'art de la guerre*, préface et introduction par Samuel B. Griffith, avant-propos de B. H. Liddell Hart, traduit de l'anglais par Francis Wang, Flammarion, Champs classiques, édition revue 2008, Paris, p. 60.

³⁸ Samuel B. Griffith, *Sun Tzu, L'art de la guerre*, Flammarion, Champs classiques, édition revue 2008, Paris, p. p. 59 - 61. C'est nous qui soulignons.

³⁹ *Scaramouche*, film de cap et d'épée, de George Sidney. Acteurs principaux : Stewart Granger dans le rôle d'André Moreau, Janet Leigh dans Aline de Gavrilac de Bourbon, Mel Ferrer dans celui du marquis Noël de Maynes, et Eleanor Parker dans Léonore, MGM, 1952.

⁴⁰ Bossuet, *Op. Cit.*, lire les passages suivants : Livre 4^{ème}, p. p. 106 - 107 ; Livre 5^{ème}, p. p. 131 - 138 et p. p. 149 - 158 ; Livre 10^{ème}, p. p. 399 - 421.

⁴¹ Machiavel, *L'art de la guerre*, p. 252.

Aussi son slogan est adapté à sa forge : *L'art de la philosophie*, s'écrie-t-il, *ne vaut que s'il est un art de la guerre*. Quel formidable soufflet de forge ! Mais la formule reste vide, quoique frappante. Ce n'est qu'un tambour, une percussion désordonnée. D'autant que ce type de tournures d'esprit ou ces tours de passe-passe propres aux sophistes sont connues. La technique est simple. On transfère dans la seconde partie de la proposition (phrase), ce qui doit être expliqué dans la première, mais qu'on laisse inexpliqué. Si bien que, au final, rien n'est expliqué. *S'il fait jour, il fait clair. Or il fait jour, donc il fait clair*. Et ce mode de raisonnement « apodictique » peut être vérifié en pleine nuit ou le jour en pleine éclipse solaire. Bernard-Henri Lévy ne fait jamais autre chose, en tout ce qu'il dit, en philosophie comme à la guerre. Mais l'on ne fait jamais de la philosophie, avec des « pensées » aussi creuses, avec de pareils sophismes.

Concernant la guerre et la pensée, donnons un contre-modèle, mais illustre. Sun Tzu, le plus grand théoricien de la matière militaire, dit le contraire. Pour lui, toute la philosophie de la guerre consiste précisément à l'éviter, à faire en sorte qu'elle n'ait pas lieu. Mais lorsqu'elle est inévitable, alors il faut la mener de manière savante. Bernard-Henri Lévy est un « philosophe » qui ne croit pas en la force de la raison diplomatique qui persuade, mais voue un culte au sentiment de violence qui contraint. Il n'a pas la modestie des grands stratèges militaires. Pour peu, il passerait pour un grand soldat, photographié debout sur les ruines des bâtiments détruits. Volney se désolait des ruines. Lui s'en réjouit. Et comment, puisqu'il a l'élégance de faire des guerres en costume. Il n'a même pas l'humilité de Machiavel qui, avec précaution, se présente comme un « général » sur « le papier » : *Je n'ignore pas qu'il est téméraire d'écrire sur un métier que l'on a jamais exercé ; je ne crois pas que l'on puisse me faire de grands reproches d'oser occuper, sur le papier seulement, un poste de général, dont d'autres se sont chargés en réalité avec une bien plus forte présomption encore*⁴².

Alors, Bernard-Henri Lévy est-il un *Machiavel itinérant* ou un *prophète des flatteries* ? Au vrai, l'homme est à la fois mi-« Machiavel itinérant » et mi-« prophète des flatteries ».

Mais ce n'est pas ce caractère hybride qui frappe le plus. Il s'en faudrait de beaucoup. Ce qui le plus retient l'attention, c'est le *pessimisme* radical du « philosophe » qui, d'un côté, contient en son sein l'art de la *flatterie* comme habileté compensatoire, et, d'un autre côté, ne lui fait pas renoncer aux grands et menus plaisirs du monde. C'est un « pessimiste » qui renonce au *spirituel* pour aimer le *mondain* afin de s'y abîmer⁴³ âme et corps mêlés. C'est donc ce que nous appellerons un pessimisme jouissif qui s'oppose à la *raison* à laquelle, selon la formule, *il commence par donner à l'infini la gale, pour pouvoir la gratter*⁴⁴. Cette attitude mondaine de la conscience dans le monde est l'une des grandes erreurs sur l'autel duquel la philosophie perd toute crédibilité, parce qu'elle cède au bavardage des sophistes.

Et lorsque, aussi bas tombe la philosophie, à *chaque effondrement de preuves, le poète répond par une salve d'avenir*, comme si bien le dit René Char.

En somme, point n'est besoin de dire ici, comme Laurent Voulzy : *nous sommes une bande d'imbéciles idéal simplifié* [et que pour cela] *Bernard-Henri Lévy ça nous a pas servi, pour trouver des grains de beauté sur les motorways*⁴⁵ ; car le plus inutile des philosophes sert tout de même à la philosophie, au moins pour ne pas que celle-ci oublie qu'elle est née contre l'école sophiste qui considérait toute idée comme monnayable et les notions comme des jetons verbaux.

La *flatterie* vise toujours à l'obtention des *profits de distinctions* (Bourdieu). Mais un excellent « flatteur » doit d'abord se flatter soi-même. C'est l'inépuisable force de notre BHL national. Cependant, aussi infatué soit-il, nous ne pouvons pas le comparer à ces *âmes sales* [semblables à Patrick Buisson], *pétrées de boue et d'ordure, éprises du gain et de l'intérêt*⁴⁶, et qui croient bien connaître la France et, du fait d'un tel préjugé, rabougrirent la France, pour avoir la fausse exclusivité de

⁴² Machiavel, *L'art de la guerre*, p. 149.

⁴³ Hegel, *La philosophie du Moyen Age*, in *Leçons sur l'histoire de la philosophie*, t. 4, Vrin, Paris, p. p. 1051 - 1053.

⁴⁴ Hegel, *La philosophie grecque*, in *Leçons sur l'histoire de la philosophie*, t. 4, Vrin, Paris, p. 803.

⁴⁵ Laurent Voulzy, *Idéal simplifié*, in *Belle-Île-en-Mer*, album, 1989.

⁴⁶ La Bruyère, *Des biens de fortune*, in *Les Caractères*, p. 218.

l'aimer seul ou en petit nombre. Non, BHL, lui, veut imiter *les belles âmes* dont parle La Bruyère. Mais, parce qu'il ne vise que soi-même, il ne sait pas ce qu'est *la gloire et de la vertu*. Il les recherche donc désespérément.

Pour terminer, revenons à l'introduction où nous disions que l'on ne comprend jamais mieux Bernard-Henri Lévy, qu'après avoir lu *Les Caractères* de Théophraste et La Bruyère. Et, par une étrange coïncidence, c'est le 14 février 1992, à l'émission littéraire « Caractères » de Bernard Rapp⁴⁷, dont le titre rappelle les publications de Théophraste et La Bruyère, que nous avons la première fois croisé Bernard Henri Lévy, contradicteur de Francis Fukuyama. Au vrai, nous y avons apprécié les fortes réserves de BHL sur « la fin de l'histoire » exposée par F. Fukuyama, en particulier lorsqu'il objecta que la situation des Noirs américains suffisait à elle seule à réfuter une telle vision. Toujours est-il que, depuis, Barak Obama est devenu président des États-Unis, et Bernard Henri Lévy, lui, en Afrique, a désorienté le monde noir. *Péripétie et destin* !

Devant un tel spectacle, il nous reste encore la possibilité de méditer les paroles toujours instructives d'un modeste chanteur populaire français, Alain Barrière, qui dans *Un Poète*⁴⁸ rappelle ce qu'est la vocation éternelle de l'aède.

En effet, aucun poète ne *flatte* le monde et encore moins les princes. Il ne donne aucun conseil. Il garde ses distances du prince insensé. Car il sait la futilité des mots qui tombent dans une oreille non circonscrite. *Les bons conseils, d'où qu'ils viennent, naissent nécessairement de la sagesse du prince, et non la sagesse du prince des bons conseils*⁴⁹.

Gong ! Le drame est accompli. À présent, l'Afrique de l'ouest paie la douloureuse facture des accointances entre Nicolas Sarkozy et Bernard-Henri Lévy qui n'ont jamais ce qu'est *fermer les yeux et renoncer à la bouche*⁵⁰. Si l'un et l'autre avaient lu Machiavel et médité Bossuet, sans doute eurent-ils agi autrement. Mais, enseigne Rilke : *L'oreille peu profonde déborde vite*⁵¹. L'un et l'autre, Nicolas Sarkozy et Bernard-Henri Lévy jamais n'eurent l'oreille circonscrite. Comment la sagesse eût-elle pu y couler, s'y loger et produire ses grands effets ? Car pour plus d'un, les printemps des peuples ne sont que vacarmes. Parce que ceux-là ne peuvent être entendre ce qui retentit dans *la vaste conque de l'oreille du monde* ?⁵²

Pierre Franklin Tavares

Épinay, le 25 mars 2013

⁴⁷ Bernard Rapp, *Caractères*, invité Francis Fukuyama : « La fin de l'histoire », Antenne 2.

⁴⁸ Alain Barrière, *Un Poète*, Disque Barclays, 1968.

⁴⁹ Machiavel, *Le Prince*, p. 116.

⁵⁰ Rilke, *Gong*, in *Œuvres poétiques et théâtrales*, Gallimard, La Pléiade, p. 1158.

⁵¹ Rilke, *Op. Cit.*, p. 1159.

⁵² Rilke, *Ibid.*